

ACTEURS POUR LA MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE DU PROJET

La réalisation des activités du projet sera confiée à une équipe projet. Cette dernière sera composée de :

- d'un coordonnateur de projet (DREF/DGB)
- d'un chef de projet - expert long terme basé à Yaoundé au sein de la DGTCFM
- d'une chargée de projet au siège d'Expertise France à Paris
- 01 Expert Technique International sur les EEP
- d'un chef de projet adjoint
- d'une responsable administrative et financière
- d'un responsable communication

TABLEAU SIGNALÉTIQUE DU PAGFI 3

FINANCEMENT	3 500 000 € subvention Contrat de Désendettement et de Développement C2D)
PERIODE DE MISE EN ŒUVRE	48 Mois (démarrage Avril 2024)
BENEFICIAIRES	MINFI (DGTCFM, DGB, DNCM et PSSFP)
ASSISTANCES TECHNIQUES	<p>Expertise France</p> <p>1 Assistant technique résident (administrateur des finances publiques - DGFIP)</p> <p>Programme Supérieur de spécialisation en Finances Publiques (PSSFP)</p>
GOVERNANCE DU PROJET	<p>Mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Unité de Gestion du Projet auprès de la DREF - Contrat d'opérateur avec Expertise France - Convention de partenariat avec le PSSFP <p>Pilotage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comité de Pilotage du Programme d'Appui à la Gouvernance Financière - Comité de suivi de la Réforme comptable



PAGFI3

PROJET D'APPUI À LA GOUVERNANCE FINANCIÈRE AU CAMEROUN

PHASE 3

PAGFI3



Le Projet d'Appui à la Gouvernance Financière est l'un des résultats de la Coopération entre la République Française et la République du Cameroun en matière de Réforme des Finances Publiques.

www.rfp.cm

www.rfp.cm

CONTEXTE GÉNÉRAL DU PROJET

S'inscrivant dans la continuité du PAGFI 2, cette nouvelle phase poursuit comme objectif principal l'amélioration de la gestion des finances publiques en contribuant aux actions de réformes menées aussi bien au niveau central qu'aux niveaux décentralisé et parapublic.

Le projet PAGFI 3 accompagne ainsi le Ministère des Finances du Cameroun dans le renforcement de la crédibilité budgétaire, l'amélioration de l'information budgétaire et comptable de l'Etat, des collectivités territoriales décentralisées (CTD) et des établissements publics publics (EP) ainsi que le renforcement de la maîtrise des risques budgétaires liées aux entreprises et établissements publics (EEP).

A court et moyen terme, l'atteinte de cet objectif apparaît comme une condition nécessaire pour retrouver des marges de manœuvre budgétaires. Elle permet aussi de contribuer au maintien de la stabilité macroéconomique et au financement des investissements porteurs d'une croissance plus inclusive et orientée vers le développement durable.

1 Renforcement de la crédibilité budgétaire

Cette composante aborde les thématiques relatives à la gestion de la trésorerie et à la gestion budgétaire. L'opérationnalisation du compte unique au Trésor (CUT) permettra de consolider les fonds des entités publiques et ainsi optimiser la gestion de la trésorerie de l'Etat pour mieux faire face aux échéances de paiement. La régulation budgétaire sera parallèlement optimisée par la mise en œuvre de plans d'engagement et d'une comptabilité budgétaire renouvelée.

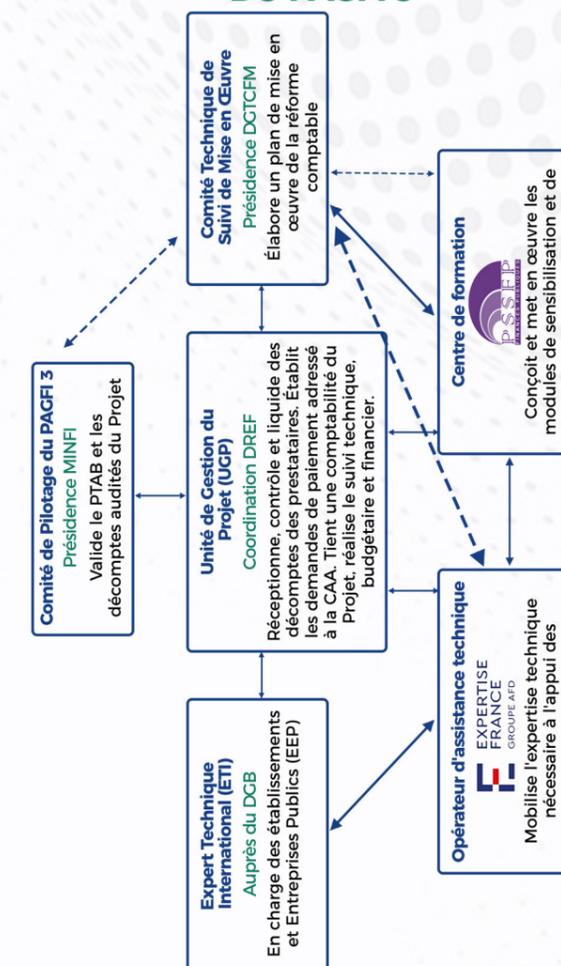
2 Amélioration de l'information budgétaire et comptable aux niveaux central, décentralisé et parapublic

Dans le cadre de cette composante, le projet poursuivra l'approfondissement de la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés au niveau de l'Etat et sa généralisation sur les autres entités publiques (CTD et EP), à travers un renforcement des systèmes d'information dédiés.

3 La maîtrise des risques budgétaires des organismes publics

Avec plus de 133 Mds de XAF de subventions, les établissements publics ont pris une place prépondérante dans la mise en œuvre des politiques publiques. Le constat est similaire concernant les 42 entreprises publiques qui ont généré sur la période récente plus de 41 000 emplois dans l'économie camerounaise. Ce portefeuille d'organismes publics n'est pas sans entraîner des risques budgétaires significatifs, en matière d'efficience et d'efficacité des subventions accordées, de dettes croisées ou garanties par l'Etat central ou encore d'arriérés fiscaux. Il s'agit donc de mieux suivre, mieux contrôler et mieux piloter.

DISPOSITIF DE GOUVERNANCE DU PAGFI 3



STRUCTURATION DU PAGFI 3

